



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 14 au 20 Avril 2023

En bref

L'institut Mexicain des cadres financiers (IMEF) a révisé à la hausse sa prévision de croissance économique de +0,1 point, à 1,5 %. L'institut précise cependant que les taux de croissance restent faibles par rapport aux besoins du pays et au potentiel de croissance. L'IMEF s'attend à ce que le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Mexique augmente le taux de référence de 25 points de base supplémentaires pour atteindre 11,5 % lors de sa prochaine décision de politique monétaire, le 18 mai prochain.

LE CHIFFRE À
RETENIR

1,5 %

Taux de croissance de l'économie
mexicaine selon l'Institut Mexicain
des cadres financiers

Zoom sur

Première réunion de travail au Honduras avec les autorités chinoises pour le développement de la relation économique et commerciale. Les ministres des Affaires étrangères, du Développement économique et de l'Agriculture se sont réunis avec une délégation chinoise en vue de préparer la construction de la future ambassade chinoise à Tegucigalpa et lancer des accords de coopération. Ceux-ci porteraient notamment sur la promotion des exportations honduriennes de produits de la mer et de café vers la Chine populaire ainsi que l'acquisition de machines et technologies agricoles chinoises.

Mexique

1. ECONOMIE

Le peso mexicain se déprécie en raison des signes de ralentissement de l'économie étatsunienne. La monnaie locale a perdu du terrain face au billet vert, après la publication de des données de chômage aux Etats-Unis (avec un nombre de nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage plus élevé que prévu) et de la baisse de l'indice de la Fed de Philadelphie. Le taux de change au comptant est de 18,05 MXN pour un dollar ce jeudi 20 avril, soit une baisse de 1,15 cents par rapport à la veille.

Selon l'ambassadeur de Chine au Mexique, les deux pays sont étroitement liés dans les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales. Cette coopération a conduit à une augmentation de près de 20 % des investissements directs de la Chine en 2022, et devrait être renforcée selon l'ambassadeur. Selon ce-dernier, les deux pays devraient optimiser davantage la structure des échanges commerciaux, développer les investissements bilatéraux, et renforcer la coopération scientifique et technologique afin de promouvoir le développement.

Fin 2023, la dette du Mexique atteindrait 49,9 % du PIB, un niveau supérieur à celui approuvé par le Congrès. Ce-dernier avait approuvé une dette à 49,4 % du PIB pour 2023. En ce qui concerne le coût financier de la dette, c'est-à-dire les intérêts et autres dépenses que le gouvernement doit payer pour emprunter, le ministère des Finances a indiqué qu'il ne présentait aucun risque pour les finances publiques, même s'il sera également plus élevé que ce qui avait été approuvé (21,2 Mds USD)

La production d'énergie propre au Mexique a diminué de 1,8 % g.a. en 2022, en raison notamment de la baisse de la production d'énergie éolienne (-3,6 % g.a.) et solaire photovoltaïque (-4,6 % g.a.). L'électricité générée à partir d'énergies propres représente 26 % du total de la production, bien en-deçà des 35 % fixés dans la législation nationale et dans les Accords de Paris.

Le taux de chômage des moins de 29 ans atteint un minimum depuis vingt ans, à 5,4 %. Selon le Ministère du Travail et de la protection sociale, ce résultat serait la conséquence de progrès significatifs en termes d'employabilité des jeunes, à l'aide de politiques publiques ciblées et de la collaboration de l'initiative privée.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le Vice-Ministre des Finances, Gabriel Yorio, a partagé les résultats de la stratégie de financement durable du Mexique, en assurant que 60 % du budget 2023 sera lié aux objectifs de développement durable. Il a ajouté que le gouvernement avait émis 7 obligations durables pour un montant de 145 Mds MXN dans quatre devises différentes. En outre, un programme de garantie verte devrait permettre d'accélérer les investissements dans les projets d'infrastructure afin de réduire le coût de la lutte contre le changement climatique. D'autre part, la publication de la taxonomie durable par le Mexique est la première à prendre en compte les objectifs de durabilité et de genre. En mars, Gabriel Yorio a introduit un nouvel instrument de financement : l'obligation durable, qui conclut la stratégie mise en œuvre pour créer des actifs financiers fondamentaux pour les marchés. Enfin, celui-ci a souligné que 7 MXN sur 10 du gouvernement sont liés à un ODD.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le gouvernement du Mexique financerait 40 % du coût des centrales d'Iberdrola. Pour réaliser l'achat des 13 centrales électriques à l'espagnol Iberdrola, le gouvernement mexicain ne disposerait que de 20 % des ressources nécessaires. Sur les 6,2 Mds USD nécessaires à l'achat, 40 % devraient provenir d'un apport de capital-risque du gouvernement, et 60 % de banques et des marchés financiers.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 23/03
Bourse (IPC)	-0,05%	-0,6 %	54 308,1 points
Change MXN/USD	0,11%	-7,68%	18
Change MXN/EUR	-0,70%	-5,40%	19,74
Prix du baril mexicain	-3,01%	-30,44%	71,78

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Croissance du PIB de 4,1 % en 2022 selon la Banque centrale. Ce chiffre, légèrement supérieur à la prévision du FMI et des autorités de 4,0 %, a été permis par une forte croissance au 4e trimestre (3,5 %), portée par le dynamisme de la construction (+13,7 %), de l'hôtellerie & restauration (+12,1 %) et des services financiers (+10,5 %).

Près des ¾ des entreprises nationales (72 %) font part de difficultés à rencontrer les talents idoines, selon une enquête de Manpower. Les métiers les plus en tension seraient dans les secteurs de la logistique, du service client, du marketing, de l'ingénierie et des technologies de l'information.

Plan d'investissement quinquennal de 1 Md USD pour Tigo. L'opérateur prévoit d'investir 200 M USD par an entre 2023 et 2028, afin de porter sa couverture du territoire en Internet mobile de 80 à 95 % et de 50 à 75 % en Internet résidentiel.

Annnonce par le transporteur aérien à bas coût Frontier d'une nouvelle ligne Guatemala – Atlanta. Lancée le 12 mai prochain, elle aura dans un premier temps une fréquence de deux rotations par semaine, à un tarif introductif (aller simple) de 99 USD. La compagnie opère pour l'instant une liaison vers Miami, deux fois par semaine (trois à partir de mai).

2. EL SAVADOR

Les autorités apposent leur veto à la publication de la revue annuelle de l'économie par le FMI au titre de l'Article IV. Les autorités n'ont pas fourni d'explication publique à ce refus. De tels vetos étaient déjà intervenus sous les gouvernements Flores (1999-2004) et Saca (2004-2009).

Pas de nouvelles perspectives concrètes sur un éventuel programme FMI. A l'occasion de la conférence de presse relative à la publication du rapport régional semestriel sur l'Amérique latine (Western Hemisphere), l'institution a indiqué que les échanges avec les autorités se poursuivaient, de façon « préliminaire ». Selon l'agence Bloomberg, le gouvernement salvadorien s'est associé aux services d'Alejandro Werner, ancien directeur du département Western Hemisphere, pour rassurer les marchés (objectif atteint à court terme, les obligations souveraines 2025 ayant atteint leurs plus hauts depuis septembre 2021, à 82 centimes contre un plus bas à 23 centimes en juillet dernier).

Le pays compte 80 fournisseurs de services Bitcoin enregistrés, selon la Banque centrale. Parmi ceux-ci, 58 opèrent comme plateforme d'échanges tandis que 48 proposent des services de portefeuilles digitaux.

3. HONDURAS

Le budget d'investissement public 2022 n'a été exécuté qu'à hauteur de 42 %, selon la Sefin. Sur les 10,7 Mds HNL budgétés, seuls 4,6 Mds ont été utilisés. Le taux d'investissement a été

particulièrement faible pour les projets portés par Invest Honduras (25,3 % des 1,6 Md budgétés), ceux de l'Agence stratégique des projets productifs, environnementaux et sociaux (26,4 % des 1,2 Md prévus) et de l'agence nationale électrique ENEE (34,1 % des 2 Mds budgétés).

Approbation par la Banque centrale du Programme monétaire 2023-2024. Ce programme définit la stratégie biennale des autorités en matière de politique monétaire, de crédit et de change. A cette occasion, la Banque centrale a confirmé ses prévisions macroéconomiques : croissance comprise entre 3,5 % et 4 % en 2023 comme en 2024, inflation comprise entre 6 et 7 % en 2023 et entre 4 et 5 % en 2024, déficit du compte courant à 3,8 % du PIB en 2023 et 3,5 % en 2024.

4. NICARAGUA

Présentation au Parlement du rapport de gestion 2022 de l'exécutif par le Ministre des Finances. Celui-ci met en avant une croissance du PIB de 3,8 % en 2022, une dette publique en recul de 5 points (à 60,2 %) en fin d'année et des *remesas* en progression de 50,2 % sur l'année, à 3,2 Mds USD. Les secteurs des transports, de l'eau, de la santé et des ouvrages communautaires ainsi que de l'énergie ont représenté 90 % de l'investissement public en 2022 (dont 50 % pour le seul secteur des transports, avec 15,4 Mds NIO soit 421 M USD, au travers de la construction de 270 km de routes).

Lancement d'un programme de construction de 12 000 logements sociaux sur financement chinois (CIDCA). Cette initiative reprend en partie un programme préexistant de la coopération taiwanaise suite au changement de reconnaissance diplomatique intervenu fin 2021. Ce programme devrait couvrir 84 municipalités, pour un investissement chinois de 60 M USD. La Chine Populaire prévoit également la construction prochaine d'une capacité de 150 MW en énergie thermique.

5. PANAMA

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances les subventions de l'État aux entreprises, aux ménages et à la Caisse de Sécurité Sociale ont baissé de 15,6 % entre 2021 et 2022, passant de 2,89 Mds USD à 2,35 Mds USD. Cette baisse est tirée notamment par une diminution de 64 % des aides aux ménages mises en place pendant la pandémie (bourses scolaires et chèques numériques échangeables dans les grands magasins). Par ailleurs, les contributions du Canal de Panama au budget de l'État ont chuté de 16 % en 2022, à 2,494 Mds USD contre 2,80 Mds USD en 2021.

Selon l'Institut National de la Statistique et du Recensement, en moyenne au T1 2023, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2 % g.a. La variation la plus forte est celle des produits alimentaires, avec + 4,9 % sur cette période.

La subvention sur le carburant sans plomb 95, mise en place en juillet 2022 en réponse au mouvement social et au blocage du pays expirerait le 22 avril prochain. Selon le Secrétaire National à l'Énergie, cette mesure aurait coûté plus de 215 M USD à l'État Panaméen. Le gouvernement maintient toutefois les subventions sur le sans plomb 91 jusqu'au 31 mai 2023.

6. COSTA RICA

Selon l'Institut des Statistiques et du Recensement, le taux de chômage atteindrait 11 % en février 2023, en baisse de 2,3 points par rapport à février 2022. Le pays connaît un taux de chômage supérieur à 10 % depuis septembre 2018. Selon le Collège des Sciences Économiques, le chômage structurel du Costa Rica serait dû à la stagnation économique, notamment dans le secteur de la construction, lequel est en difficulté depuis 2015.

Selon l'Institut des Statistiques et du Recensement (INEC), 42,5 % de la population active exerce un emploi informel, ce qui

représente une amélioration de 2,7 points par rapport à 2019. La baisse du taux d'informalité concerne en particulier les jeunes de 15 à 24 ans et les seniors de plus de 60 ans. Entre 2019 et 2022, l'INEC enregistre une augmentation de 52 345 emplois formels.

Caraïbes

1. CUBA

Confrontée régulièrement à des pénuries de carburants, Cuba connaît depuis 15 jours le déficit le plus prolongé de ces derniers mois. La diminution des échanges avec les pays fournisseurs et les sanctions américaines ont été évoqués par les autorités comme des facteurs explicatifs de cette pénurie. La situation a conduit le gouvernement à mettre en place des mesures de restriction. L'une d'elles vise la réduction de la consommation d'électricité du pays, l'électricité étant une des premières sources de consommation de carburants. Dans les entreprises publiques et les administrations, les horaires ont été réduits, la climatisation arrêtée pendant des plages horaires définies. Par ailleurs, une réduction drastique du nombre de véhicules opérant dans le pays, y compris taxis et bus, a été constatée ces dernières semaines. Depuis le 18 avril, le gouvernement a restreint le volume des ventes de carburants pour les véhicules de particuliers, à 40 litres d'essence ou à 100 litres de diesel. Cuba consomme près de 8,3M de tonnes de carburants chaque année.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Selon le dernier rapport de la Surintendance des Banques de République dominicaine, le secteur industriel reçoit 15,4 % des prêts commerciaux octroyés par les banques dominicaines. Le financement de ce secteur est en hausse avec une croissance interannuelle de 11,4 % en 2022. En outre, le système financier représente un véritable catalyseur pour le secteur industriel : les prêts accordés ont principalement bénéficié à des sous-secteurs tels que la transformation des

aliments et des boissons (38 %), la fabrication de produits chimiques (14 %), la fabrication de meubles (9 %) et d'autres produits minéraux non métalliques (7 %). Concernant le coût de financement, le taux moyen s'établit à 8,9 %, soit environ 1,7 point de pourcentage de moins que le taux d'intérêt du portefeuille des prêts commerciaux (hors secteur industriel). Par ailleurs, le secteur industriel a augmenté son exposition aux devises étrangères, passant de 26,7 % de son portefeuille en dollars en décembre 2021 à 38,2 % à la fin de l'année 2022. Cette dernière valeur se rapproche du niveau observé avant la pandémie lorsque l'exposition aux devises étrangères atteignait 44 %. A noter, le secteur industriel est l'un des principaux secteurs de l'économie dominicaine. En plus d'être un important générateur d'emplois, il a un poids élevé dans le PIB (14,9 % en 2022) et sert de moteur pour les exportations.

La valeur des exportations des zones franches a enregistré une augmentation de 2,5 % g.a. au T1 2023, passant de 1 851 M USD à 1 898 M USD en 2023. Selon le directeur du Conseil national des zones franches d'exportation (CNZFE), cette hausse de 47 M USD est principalement portée par les sous-secteurs suivants : produits agro-industriels (+ 23,8 % au T1 2023), articles en plastique (+ 21,0 %), métaux et leurs fabrications (+ 19,7 %), produits électriques (+ 9,7 %), dispositifs médicaux (+ 9,0 %), entre autres. Au total, les exportations des zones franches représentent 63,2 % des exportations totales du pays entre janvier et mars 2023.

3. JAMAÏQUE

Selon l'Institut Statistique de la Jamaïque, en mars 2023, l'inflation s'établit à 6,2 % g.a. (contre 7,8 % g.a. le mois précédent), soit son niveau le plus bas depuis 2 ans. L'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,1 % entre février et mars 2023. Les prix de l'électricité ont diminué de 4,2 % sur cette période, et les prix du carburant de 1,4 %. Selon le trésorier national de la banque jamaïcaine JMMB, ces données confortent la stratégie de maintien des taux

directeurs à 7% de la Banque Centrale de Jamaïque.

4. BARBADE

Selon les nouvelles données du FMI (World Economic Outlook d'avril 2023), le PIB enregistrerait une croissance de 4,9% en 2023 et de 3,9% en 2024. L'inflation serait de 6,4% en 2023, contre 9,4% dans les précédentes prévisions. La reprise du secteur touristique et la stabilité du secteur financier contribueraient à la bonne situation économique de la Barbade.

5. BAHAMAS

Le 13 avril dernier, la Banque Interaméricaine de Développement a approuvé un prêt de 160 M USD sur 20 ans pour l'amélioration de la gestion des catastrophes naturelles et des effets du changement climatique. Cette opération serait la première d'un programme de deux prêts uniques. Elle viserait à soutenir les améliorations du modèle de gouvernance local : (i) cadre légal, (ii) l'identification et la réduction des risques, (iii) la préparation aux catastrophes, et (iv) la planification de la reprise économique et de la protection financière.

La Banque Mondiale a révisé à la baisse les prévisions de croissance du PIB pour 2023 (-0,2 point, à 4,1%) et pour 2024 (-1 point, à 2%). L'institution souligne que les conséquences économiques de la hausse générale des prix devraient rester limitées cette année, avec une inflation moyenne à 4,5%, contre 13,3% pour la région Amérique Latine et Caraïbes.

6. TRINITE-ET-TOBAGO

Selon l'Institut Central des Statistiques, en février 2023, l'inflation s'établissait à 7,51% g.a, contre 8,26% g.a le mois précédent. Cette baisse serait notamment due au ralentissement de l'inflation alimentaire entre janvier et février 2023.

7. ILES-TURQUES-ET-CAÏQUES

Le salaire minimum national a été augmenté à 8 USD/heure pour toutes les professions, à l'exception des secteurs de la sécurité, de la fabrication, de la construction, de la banque, des services financiers et de l'assurance, qui passeront à 9 USD/heure. Le salaire minimum n'avait pas connu d'augmentation depuis 2015.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

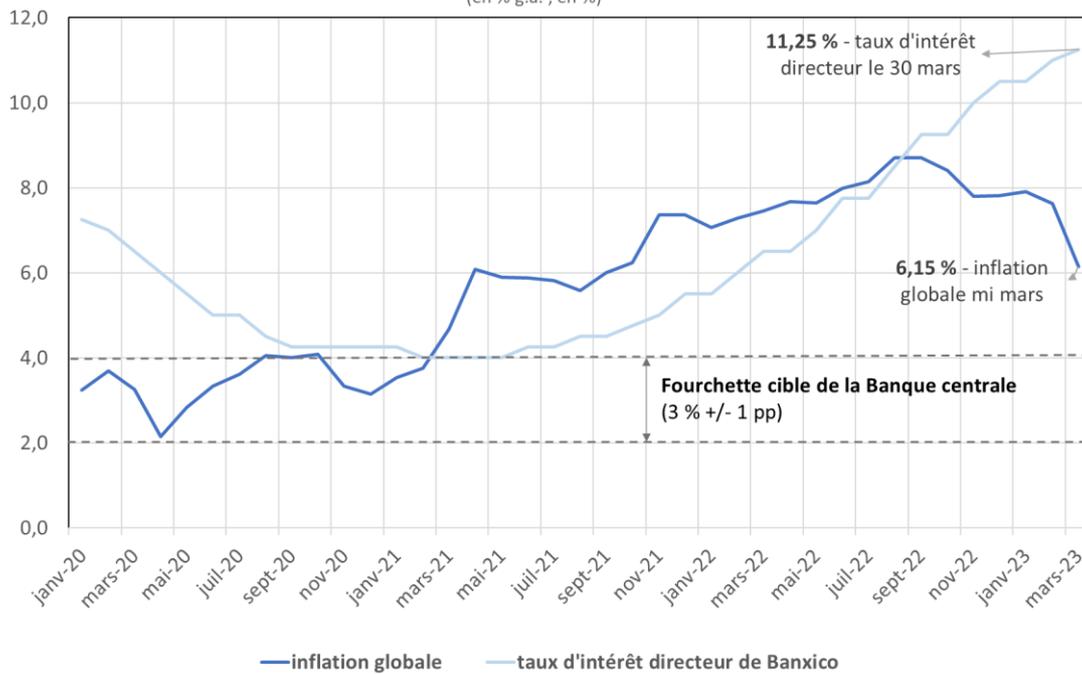
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	9,00 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

-Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR

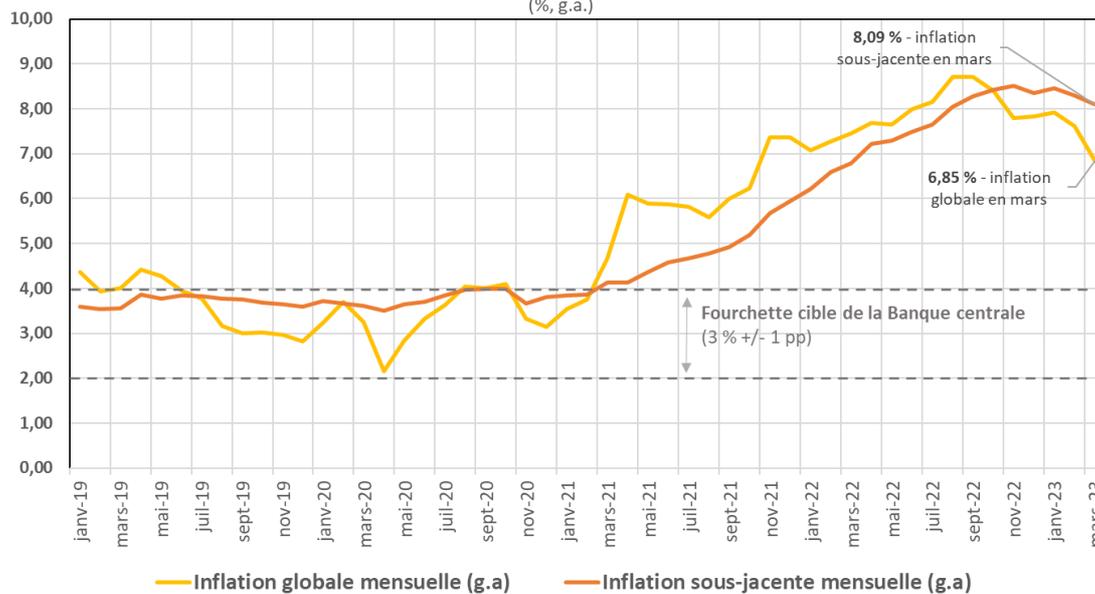
(en % g.a. ; en %)



Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

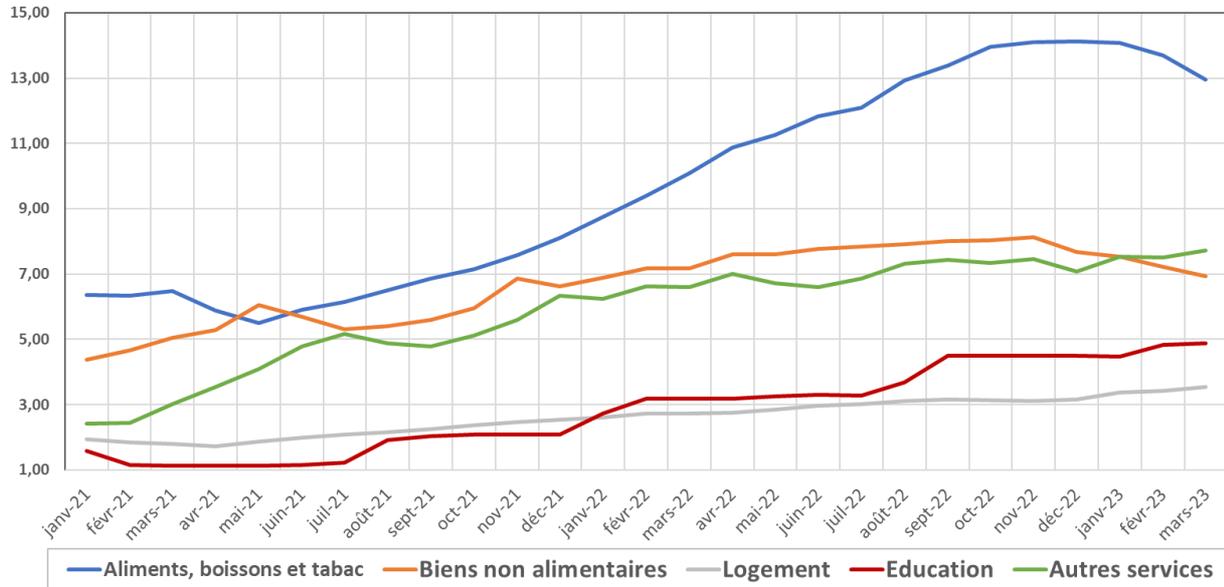
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



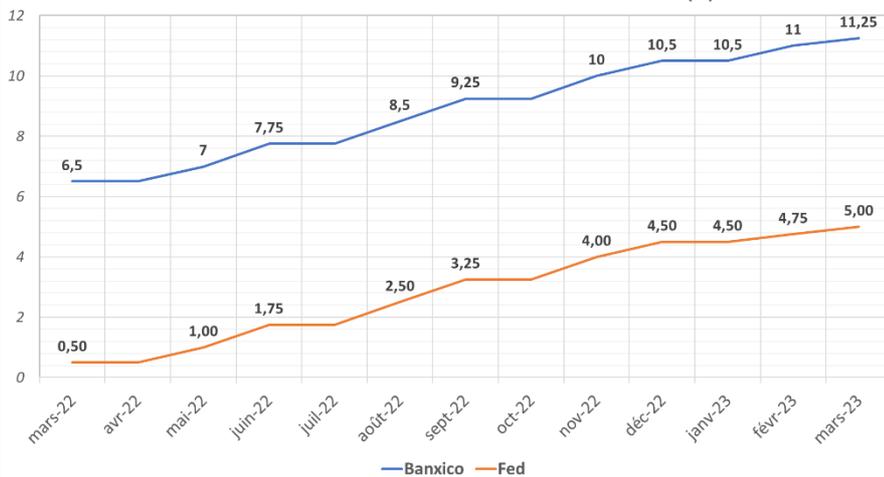
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

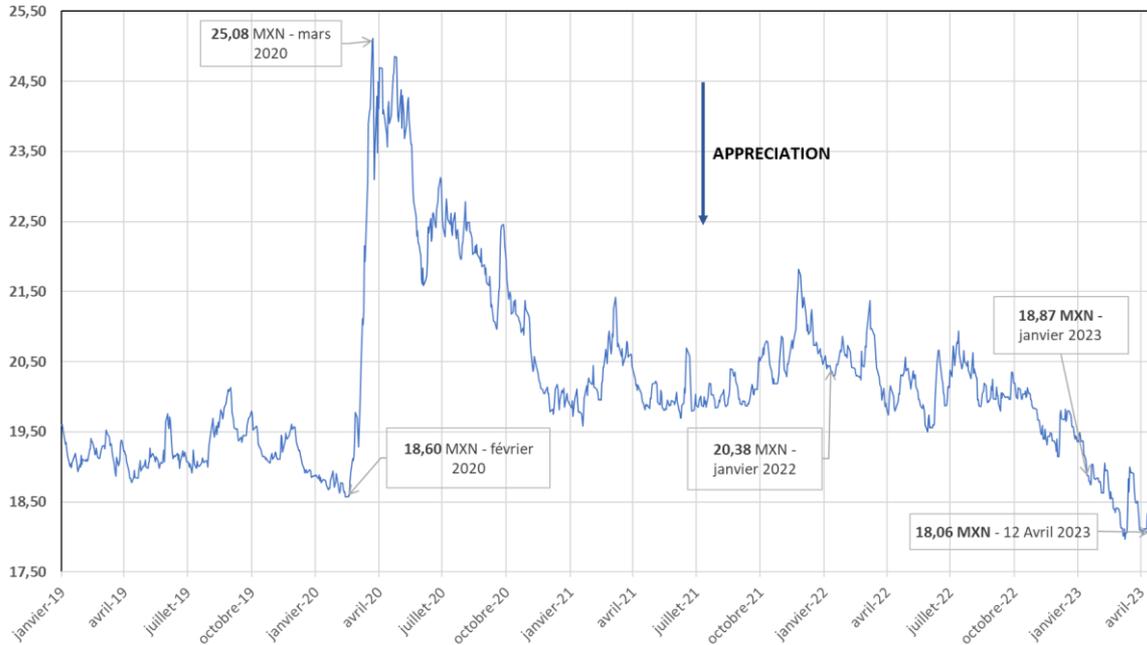
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
 ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAIN (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)

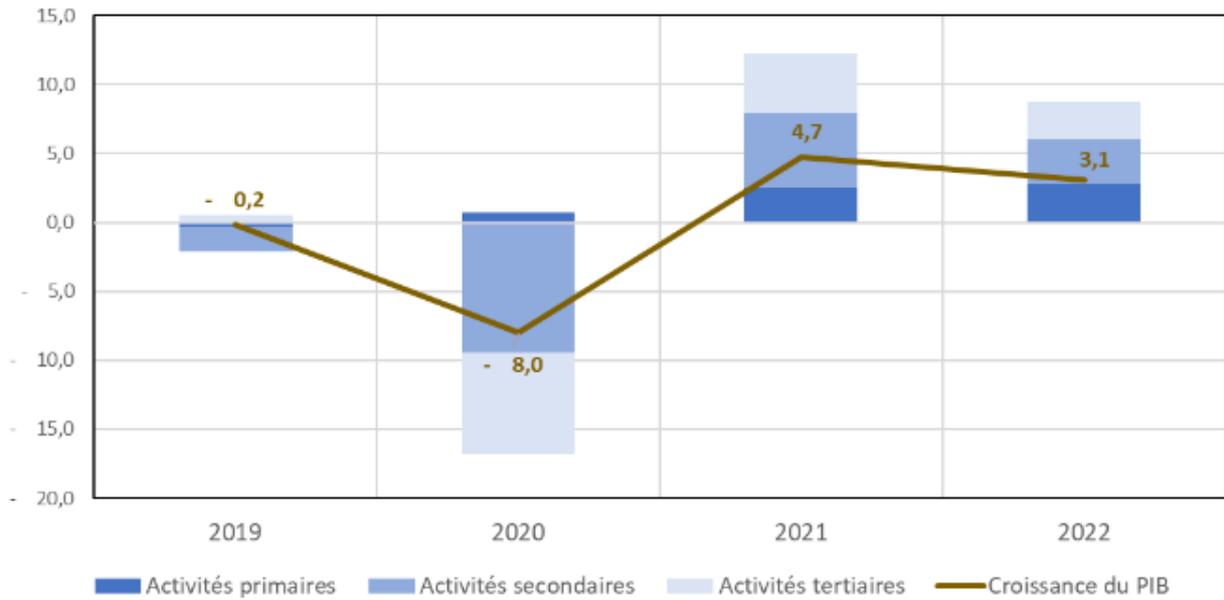


Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)

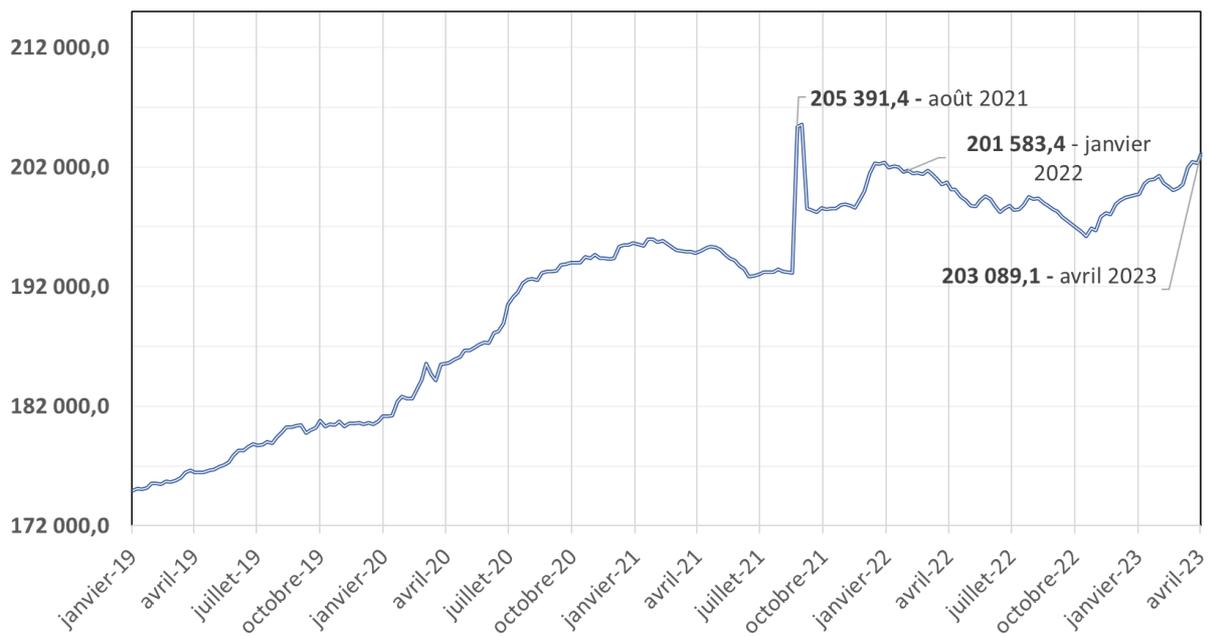


DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
 (en M USD)



Source: Banque centrale du Mexique